



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 31 ΟΚΤΩΒΡΙΟΥ 1959

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
232

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

- N. Δ. 4012. Περί κυρώσεως της μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας ὑπογραφείσης τὴν 18ην Ἰουνίου 1959 Συμφωνίας περὶ ζητημάτων ὑδροοικονομίας 1
- N. Δ. 4015. Περί ἐιδικῶν διατάξεων ἀφορῶσάν τὰς ἀνω-
νύμους ἐταιρείας. 2

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

- Περί τροποποιήσεως τῆς συνθέσεως τῆς Εἰδικῆς Πολεο-
δομικῆς Ἐπιτροπῆς 3

ΣΥΜΒΑΣΕΙΣ

- Περί ιδρύσεως Ὑποκ)τος τῆς Ἑθνικῆς Τραπεζῆς τῆς
Ἑλλάδος ἐν Βαρδαρίῳ Θεσσαλονίκης 4

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(1)

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ὑπ' ἀριθ. 4012.

Περί κυρώσεως τῆς μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας ὑπογραφείσης τὴν 18ην Ἰουνίου 1959 Συμφωνίας περὶ ζητημάτων ὑδροοικονομίας.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 18 Σεπτεμβρίου 1959 σύμφωνον γνώμην τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἀρθροῦ 35 Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

1. Κυροῦται ἡ ἐν Ἀθήναις τὴν 18ην Ἰουνίου ὑπογραφείσα μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας Συμφωνία περὶ ζητημάτων ὑδροοικονομίας, ἥς τὸ καίμενον ἔπεται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἐλληνικὴν.

2. Ἀπασαὶ αἱ διατάξεις τῆς ὡς ἄνω Συμφωνίας κτῶνται ἰσχὺν διατάξεων νόμου.

3. Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος Νομοθετικοῦ Διατάγματος ἀρ-
χεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 23 Ὀκτωβρίου 1959

ΠΑΥΛΟΣ

B.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ
Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Π. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ, Ε. ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ, Κ. ΚΑΛΛΙΑΣ, Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ, Α. ΔΕΡΤΙΛΗΣ, Ν. ΜΑΡΤΗΣ, Σ. ΓΚΙΚΑΣ, Κ. ΑΔΑΜΟΠΟΥΛΟΣ, Α. ΣΤΡΑΤΟΣ, Α. ΔΗΜΗΤΡΑΤΟΣ, Κ. ΤΣΑΤΣΟΣ, Ε. ΚΑΛΑΝΤΖΗΣ, Ε. ΚΕΦΑΛΟΓΙΑΝΝΗΣ, Α. ΘΑΝΟΠΟΥΛΟΣ, Ι. ΨΑΡΡΕΑΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 27 Ὀκτωβρίου 1959

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝ. ΚΑΛΛΙΑΣ

Accord

Entre le Royaume de Grèce et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie relatif aux questions de L'hydroéconomie.

En vue de développer et de promouvoir leur collaboration dans le domaine de l'hydroéconomie, concernant l'étude et l'exécution des mesures et travaux hydroéconomiques qui présentent de l'intérêt pour les deux Etats, le Gouvernement Royal de Grèce et le Gouvernement de la République populaire Fédérative de Yougoslavie sont convenu de ce qui suit :

Article premier

Il est constitué une Commission Permanente gréco-yougoslave de l'hydroéconomie pour l'étude des problèmes et projets hydroéconomiques que les Parties contractants lui soumettront de commun accord.

Les attributions de la Commission comprennent notamment la coopération dans l'étude des problèmes du Vardar (Axios) en vue du régime futur des eaux du bassin de ce fleuve, l'aménagement des torrents dans la zone frontalière, les problèmes d'amélioration, les problèmes hydroéconomiques des lacs de Doiran et de Prespa, la pêche dans ces deux lacs, l'échange de données hydrométéorologiques ainsi que d'autres problèmes éventuels d'hydroéconomie qui se présenteraient et dont les Etats contractants chargeraient de commun accord la Commission Permanente.

La composition, les attributions et la procédure de la Commission Permanente gréco-yougoslave de l'hydroéconomie sont réglées par le Statut annexé au présent Accord et qui en fait partie intégrante.

Article 2.

La Commission Permanente gréco-yougoslave de l'hydroéconomie proposera la répartition des dépenses à faire pour l'exécution des travaux et des mesures à entreprendre dans l'intérêt commun ou dans l'intérêt de l'un des Etats, et la soumettra à l'approbation des deux Gouvernements.

Article 3.

En exécution du présent Accord, les deux Etats contractants s'engagent à s'accorder mutuellement des facilités en ce qui concerne les formalités relatives au passage de la frontière par les membres et experts de la Commission et les fonctionnaires appartenant aux institutions d'hydroéconomie. Les mêmes facilités seront accordées aux employés et ouvriers dont l'engagement aux travaux auxquels se rapporte le présent Accord sera jugé nécessaire.

Article 4

Les deux Gouvernements s'accorderont mutuellement toutes les facilités nécessaires, y compris la franchise douanière, en ce qui concerne l'exportation l'importation et la réexportation, s'il y a lieu, du matériel de construction et de l'équipement mécanique, y compris des outils, destinés à la construction des travaux visés à l'article 2.

Les détails concernant les facilités visées au présent article seront fixes, pour chaque cas concret, par un accord entre les deux Etats contractants, sur proposition de la Commission Permanente.

Article 5

Les autorités locales compétentes des Etats contractants s'aviseront mutuellement, de la façon la plus rapide, de tout danger de hautes eaux, ainsi, que de tous autres dangers menaçant le régime des eaux et le fonctionnement des ouvrages hydrotechniques.

Article 6

Les deux Etats contractants faciliteront l'exécution du présent Accord et les tâches de la Commission Permanente gréco-yougoslave de l'hydroéconomie en tenant compte des droits et intérêts réciproques.

Article 7

Les deux Gouvernements peuvent convenir par accord préalable de soumettre à l'arbitrage tout différend qui surgirait entre eux à propos de l'application ou de l'interprétation du présent Accord. La décision du Tribunal sera obligatoire pour les Parties.

Pour chaque litige envisagé à l'alinéa précédent, le Tribunal sera formé sur la demande de l'un des Gouvernements contractants. Chaque Gouvernement désignera un membre au Tribunal. Le Tribunal sera présidé par un surarbitre qui ne doit appartenir à aucun des Etats contractants. Le surarbitre sera désigné de commun accord. En cas de désaccord sur la désignation du surarbitre dans le délai de deux mois à partir de la présentation de la demande, ou si les Gouvernements contractants, dans ce délai, ne désignent pas leurs propres arbitres, ils seront désignés par le président de la Cour Suprême de la Confédération Helvétique.

Le Tribunal Arbitral ouvrira la procédure sur la demande de l'un des Gouvernements adressée au Président au plus tard dans un délai de deux mois à partir de la date où cette demande aura été présentée.

Sauf disposition contraire, sera appliquée devant le Tribunal d'Arbitrage la procédure prévue par la Convention de la Haye du 18 octobre 1907 concernant le règlement pacifique des différends internationaux.

Article 8.

Le présent Accord sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Beograd. Il entrera en vigueur trente jours après l'échange des instruments de ratification.

Article 9.

Le présent Accord est conclu pour une durée de cinq ans à dater du jour de son entrée en vigueur. Sa validité sera automatiquement prolongée si aucun des Etats contractants ne le dénonce par voie diplomatique. Le préavis de dénonciation est d'un an. En cas de dénonciation, la validité de l'Accord cesse à la fin de l'année civile dans laquelle expire le délai du préavis.

FAIT à Athènes, le 18 Juin 1959, en deux exemplaires originaux en langue française.

Pour le Gouvernement Royal de Grèce,
Evangelos Averoff-Tossizza

Pour le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie

Koca Popovic

Annexe

STATUT

De la commission Permanente Greco-Yougoslave de l'hydroéconomie

Article premier

Aux termes de l'Accord conclu entre le Royaume de Grèce et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie, relatif aux questions de l'hydroéconomie d'intérêt commun, il est institué une Commission Permanente gréco-yougoslave de l'hydroéconomie.

Article 2.

La Tâche de la Commission est d'examiner les questions de l'hydroéconomie d'intérêt commun, conformément à l'article premier, alinéa 1, de l'Accord précité.

Article 3.

Les attributions de la Commission sont, dans le cadre de l'article 2 du présent Statut, l'organisation, la coordination, la supervision et le contrôle des projets et travaux d'hydroéconomie qui lui sont confiés, et notamment :

a) l'examen des informations communiquées par les Etats contractants relatives aux mesures à prendre et aux travaux d'hydroéconomie projetés ;

b) l'élaboration et la soumission de propositions sur les mesures à prendre et les travaux à effectuer, y compris leur étude technique et économique ;

c) l'appréciation des projets soumis, tant sur leur efficacité et opportunité, qu'au point de vue technique et économique, ainsi que la consultation sur leur exécution ;

d) le contrôle et la prise en livraison des travaux communs ;

e) les opérations de reconnaissance et l'étude des lieux ;

f) l'organisation des échanges d'expériences en matière de l'hydroéconomie et de données hydrométéorologiques ;

g) La soumission de propositions en vue du règlement amical des différends.

La Commission Permanente soumettra aux deux Gouvernements des propositions concernant toute question rentrant dans ses attributions précitées.

Les deux Gouvernements se réservent le droit de traiter directement des questions rentrant dans les attributions de la Commission Permanente.

Article 4.

La Commission est composée de dix membres. Chaque Etat y sera représenté par cinq membres, qui composeront sa délégation auprès de la Commission, avec désignation d'un suppléant pour chaque membre. Chaque Etat contractant pourra également nommer des experts qui prendront part aux travaux de la Commission.

En cas de besoin, la Commission Permanente pourra constituer des sous-commissions composées de ses membres, membres-suppléants ou experts.

Article 5.

La Commission tiendra ses sessions ordinaires une fois par an. Les présidents des délégations peuvent convoquer de commun accord des sessions extraordinaires.

Les sessions auront lieu alternativement à Thessaloniki et à Skopje ou ailleurs, après entente préalable entre les deux Gouvernements.

La session sera convoquée par le président de la délégation de l'Etat contractant, sur le territoire duquel la Commission se réunira en accord avec le président de la délégation de l'autre Etat contractant.

Article 6.

L'ordre du jour des sessions de la Commission Permanente sera fixée par voie diplomatique.

Article 7.

La séance sera présidée par le Président de la délégation de l'Etat contractant sur le territoire duquel aura lieu la session.

Les langues officielles de la Commission seront le grec et le serbo-croate.

La Commission peut décider, dans un cas déterminé, l'emploi d'une autre langue.

Article 8.

La Commission prendra ses conclusions sur accord d'au moins trois membres de chaque délégation.

Un procès-verbal, en double exemplaire, sera dressé pour chaque séance et signé par les deux présidents. Les procès verbaux seront soumis aux deux Gouvernements aux fins d'approbation. Les conclusions de la Commission deviendront obligatoires après l'approbation des deux Gouvernements.

En cas d'urgence et si la Commission le juge nécessaire, la délégation de chaque Etat contractant dans la Commission, en attendant la décision des deux Gouvernements, recommandera aux autorités locales compétentes de procéder, dans la limite de leurs responsabilités

et de leur compétence, à des travaux indispensables en vue d'empêcher de dégâts éventuels.

Les procès-verbaux, ainsi que tous documents signés par la Commission Permanente, seront rédigés en langue française ou anglaise.

Article 9

Les questions sur lesquelles un accord de la Commission, dans le sens de l'article 8 du présent Statut, n'aurait pas été obtenu, seront soumises aux Gouvernements des Etats contractants, pour en être décidé de commun accord.

Article 10.

Chaque Etat contractant prendra à sa charge les frais de sa délégation. Les autres frais de la Commission Permanente, sauf accord contraire, seront à la charge des deux Etats contractants, à parts égales.

Article 11.

La Commission rédigera son règlement intérieur dans le cadre du présent Statut.

Athènes, le 18 juin 1959

Monsieur le Ministre,

En signant aujourd'hui l'Accord entre la République Populaire Fédérative de Yougoslavie et le Royaume de Grèce relatif aux questions de l'hydroéconomie, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, que le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie est prêt à donner les instructions nécessaires à la partie yougoslave de la Commission Permanente de l'Hydroéconomie, dès qu'elle sera constituée, de porter à l'étude de cette Commission la question des eaux de Vardar, en vue de rechercher la possibilité d'une coopération hydroéconomique dans ce domaine.

La Commission Permanente pourra étudier à cette occasion le problème de la répartition des eaux de Vardar ainsi que la question de la participation de l'une des Parties contractantes aux frais des travaux exécutés par l'autre en vue de nouvelles accumulations des eaux de Vardar à utiliser par les deux parties.

Les deux Gouvernements étudieront les propositions de la Commission Permanente en cette matière.

Je vous prie d'agréer Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Koca Popovic

Son Excellence

Monsieur Evangelos Averoff.

Ministre des Affaires Etrangères

du Royaume de Grèce

Athènes

Athènes, le 18 juin 1959

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence, en date d'aujourd'hui, ainsi conçue :

« En signant aujourd'hui l'Accord entre la République Populaire Fédérative de Yougoslavie et le Royaume de Grèce relatif aux questions de l'hydroéconomie, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, que le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie est prêt à donner les instructions nécessaires à la partie yougoslave de la Commission Permanente de l'Hydroéconomie, dès qu'elle sera constituée, de porter à l'étude de cette Commission la question des eaux de Vardar, en vue de rechercher la possibilité d'une coopération hydroéconomique dans ce domaine. »

La Commission Permanente pourra étudier à cette occasion le problème de la répartition des eaux de Var-

dar ainsi que la question de la participation de l'une des Parties contractantes aux frais des travaux exécutés par l'autre en vue de nouvelles accumulations des eaux de Vardar à utiliser par les deux parties.

Les deux Gouvernements étudieront les propositions de la Commission Permanente en cette matière».

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que j'ai pris acte de la lettre précitée.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat, les assurances de ma très haute considération.

Evanghelos Averoff—Tossizza

Son Excellence

Monsieur Koca Popovic,

Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères

de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie
Athènes

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξύ του Βασιλείου της Ελλάδος και της Λαϊκής Όμοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γιουγκοσλαβίας περί ζητημάτων υδροοικονομίας.

Εν όψει της αναπτύξεως και προωθήσεως της συνεργασίας των εις τον τομέα της υδροοικονομίας, της άφορώσης την μελέτην και εκτέλεσιν υδροοικονομικών μέτρων και έργων, άτινα παρουσιάζουσιν ένδιαφέρον διά τά δύο Κράτη, ή Έλληνική Βασιλική Κυβέρνησις και ή Κυβέρνησις της Λαϊκής Όμοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γιουγκοσλαβίας συνεφώνησαν επί των κάτωθι:

Άρθρον 1.

Συνιστάται Μόνιμος Έλληνογιουγκοσλαβική Έπιτροπή υδροοικονομίας διά την μελέτην των προβλημάτων και σχεδίων υδατίνης οικονομίας, άτινα τά συμβαλλόμενα Μέρη, κοινή συμφωνία υποβάλλουσιν αυτήν.

Αί άρμοδιότητες της Έπιτροπής περιλαμβάνουσιν ιδίαν: την συνεργασίαν έν τη μελέτη των προβλημάτων του Άξιου (ΒΑΡΔΑΡ), έν όψει του μέλλοντος καθεστώτος των υδάτων του λεκανοπεδίου του παταμού τούτου, την διευθέτησιν των χειμάρρων έν τη παραμεθορία ζώνη, τά προβλήματα βελτιώσεως, τά υδροοικονομικά προβλήματα των λιμνών Δοϊράνης και Πρέσπας, την άλίειαν έν ταίς ως άνω δύο λίμναις την άνταλλαγήν υδρομετεωρολογικών δεδομένων ως και έτερα υδροοικονομικά προβλήματα άτινα ήθελον ένδεχομένως παρουσιασθή και τά όποια τά Συμβαλλόμενα Κράτη ήθελον υποβάλει, κοινή συμφωνία, εις την Μόνιμον Έπιτροπήν.

Η σύνθεσις, αί άρμοδιότητες και ή διαδικασία της Μόνιμου Έλληνογιουγκοσλαβικής Έπιτροπής Έδρουοικονομίας ρυθμίζονται υπό του έν παραρτήματι καταστατικού, όπερ άποτελεί τμήμα της παρούσης συμφωνίας.

Άρθρον 2.

Η Μόνιμος Έλληνογιουγκοσλαβική Έπιτροπή Έδρουοικονομίας προτείνει την κατανομήν των απαιτηθησομένων δαπανών διά την εκτέλεσιν έργων και μέτρων άτινα θά άνελαμβάνοντο επ' όφελεία άμοτέρων ή του ένός των Συμβαλλομένων Κρατών και υποβάλλει αυτήν εις την έγκρισιν των δύο Κυβερνήσεων.

Άρθρον 3.

Είς εκτέλεσιν της παρούσης Συμφωνίας τά δύο Συμβαλλόμενα Κράτη αναλαμβάνουσι την υποχρέωσιν όπως παράσχουσιν άμοιβαίως διευκολύνσεις όσον άφορᾷ τας διατυπώσεις διαβάσεως των συνόρων υπό των μελών και έμπειρογνομόνων της Έπιτροπής και των υπαλλήλων υδροοικονομικών οργανισμών. Αί αυτά διευκολύνσεις θέλουσι παραχρησθή εις τους υπαλλήλους και εργάτας, ών ή πρόσληψις εις τας εργασίας εις ός αναφέρεται ή παρούσα συμφωνία, ήθελε κριθί αναγκαία.

Άρθρον 4.

Αί δύο Κυβερνήσεις παρέχουσιν άμοιβαίως πάσας τας αναγκαίας διευκολύνσεις, συμπεριλαμβανομένης της τελωνειακής άτελείας, καθ' όσον άφορᾷ την έξαγωγήν, είσαγωγήν

και επανεξαγωγήν, εάν παρίσταται ανάγκη, του οίκοδομικού ύλικού και του ύλικού μηχανικού έξοπλισμού, συμπεριλαμβανομένων και των εργαλείων των προοριζομένων διά τας έν άρθρω 2 όριζόμενας οίκοδομικάς εργασίας.

Αί λεπτομέρειαι αί σχετικαί προς τας διευκολύνσεις του παρόντος άρθρου καθορίζονται έν έκάστη συγκεκριμένη περίπτωσηι διά συμφωνίας των δύο Συμβαλλομένων Κρατών, τη προτάσει της Μόνιμου Έπιτροπής.

Άρθρον 5.

Αί τοπικαί άρμόδια αρχαί των Συμβαλλομένων Κρατών είδοποιουσιν άλλήλας, διά του πλέον ταχείου μέσου, περί παντός κινδύνου εκ της ύψώσεως των υδάτων ως και περί παντός άλλου κινδύνου άπειλούντος τὸ καθεστὼς των υδάτων και την λειτουργίαν των υδροτεχνικών έργων.

Άρθρον 6.

Τά δύο Συμβαλλόμενα Κράτη θέλουσι διευκολύνει την εκτέλεσιν της παρούσης συμφωνίας και τὸ έργον της Μόνιμου Έλληνογιουγκοσλαβικής Έπιτροπής Έδρουοικονομίας λαμβάνοντα υπ' όψιν τά άμοιβαία δικαιώματα και συμφέροντα.

Άρθρον 7.

Αί δύο Κυβερνήσεις δύνανται νά συμφωνήσωσιν εκ των προτέρων όπως υποβάλωσιν εις διαιτησίαν πάσαν διαφοράν ήτις ήθελεν ανακύψει μεταξύ αυτών περί την εφαρμογήν ή έρμηνείαν της παρούσης συμφωνίας. Η άπόφασις του δικαστηρίου είναι υποχρεωτική διά τά Μέρη.

Δι' έκάστην διαφοράν προβλεπομένην εις την προηγουμένην παράγραφον, τὸ δικαστήριον σχηματίζεται τη αίτήσει μιᾶς των Συμβαλλομένων Κυβερνήσεων. Έκάστη Κυβέρνησις υποδεικνύει έν μέλος του δικαστηρίου. Του δικαστηρίου προεδρεύει εις επιδιαιτητής όστις δέον νά μή άνήκη εις ουδέν των Συμβαλλομένων Κρατών. Ο επιδιαιτητής διορίζεται διά κοινής συμφωνίας. Έν περιπτώσει διαφωνίας επί του διορισμού του επιδιαιτητού έντός δύο μηνών από της υποβολής της αίτήσεως, ή εάν έντός της αυτής προθεσμίας, αί Συμβαλλόμενα Κυβερνήσεις δέν έχωσι προδη εις τον διορισμόν των ιδίων αυτών διαιτητών, ούτοι διορίζονται υπό του Προέδρου του Άνωτάτου Δικαστηρίου του Έλβετικού Όμοσπονδιακού Κράτους.

Τὸ διαιτητικόν δικαστήριον άρχεται της διαδικασίας κατόπιν αίτήσεως μιᾶς των Κυβερνήσεων, άπευθυνομένης προς τον Πρόεδρον, τὸ άργότερον έντός δύο μηνών από της υποβολής της αίτήσεως ταύτης.

Έκτός έναντίας διατάξεως, ή άκολουθητέα ένώπιον του διαιτητικού δικαστηρίου διαδικασία τυγχάνει ή προβλεπομένη υπό της Συμβάσεως της Χάγης της 18ης Οκτωβρίου 1907. περί του ειρηνικού διακανονισμού των διεθνών διαφορών.

Άρθρον 8.

Η παρούσα Συμφωνία θέλει επικυρωθί, ή δέ άνταλλαγή των όργάνων επικυρώσεως θά λάβη χώραν έν Βελιγραδίω. Η παρούσα Συμφωνία θέλει τεθί έν ισχύι τριάκοντα ήμέρας από της άνταλλαγής των όργάνων επικυρώσεως.

Άρθρον 9.

Η παρούσα Συμφωνία συνήφθη διά περίοδον πέντε ετών από της θέσεως έν ισχύι αυτής. Η ισχύς της παρατείνεται αυτόματως εάν ουδέν των Συμβαλλομένων Κρατών καταγγείλῃ αυτήν διά της διπλωματικής όδοϋ. Η προαγγελία της καταγγελίας δέον νά λάβη χώραν πρό ένός έτους. Έν περιπτώσει καταγγελίας ή ισχύς της Συμφωνίας λήγει εις τὸ τέλος του έτους καθ' ό εκπνέει ή προθεσμία της προαγγελίας της καταγγελίας.

Εγένετο έν Αθήναις την 18ην Ιουνίου 1959 εις διπλούν, εις γαλλικήν γλώσσαν.

Διά την Κυβέρνησιν του Βασιλείου της Ελλάδος	Διά την Κυβέρνησιν της Λαϊκής Όμοσπονδιακής Δημοκρ. της Γιουγκοσλαβίας
Ε. ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ	ΚΟΤΣΑ ΠΟΠΟΒΙΤΣ

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ
ΚΑΤΑΣΤΑΤΙΚΟΝ

Τῆς Μονίμου Ἑλληνογιογκοσλαυικῆς Ἐπιτροπῆς Ὑδρο-
οικονομίας.

Ἄρθρον 1.

Συνιστάται Μόνιμος Ἑλληνογιογκοσλαυικὴ Ἐπιτροπὴ Ὑδροοικονομίας κατὰ τοὺς ὅρους τῆς μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας υπογραφείσης Συμφωνίας περὶ ὑδροοικονομικῶν ζητημάτων κοινοῦ ἐνδιαφέροντος.

Ἄρθρον 2.

Ἔργον τῆς Ἐπιτροπῆς εἶναι ἡ ἐξέτασις τῶν κοινοῦ ἐνδιαφέροντος ὑδροοικονομικῶν ζητημάτων, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 1 παράγρ. 1 τῆς προαναφερθείσης συμφωνίας.

Ἄρθρον 3.

Αἱ ἀρμοδιότητες τῆς Ἐπιτροπῆς εἶναι, ἐν τῷ πλαισίῳ τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ παρόντος καταστατικοῦ, ἡ ὀργάνωσις, ὁ συντονισμός, ἡ ἐπίβλεψις καὶ ὁ ἐλεγχος τῶν ὑδροοικονομικῶν σχεδίων καὶ ἔργων ἅτινα ἀνατίθενται αὐτῇ καὶ συγκεκριμένως:

α) Ἡ ἐξέτασις τῶν ὑπὸ τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν ἀνακοινουμένων πληροφοριῶν, ἐν σχέσει πρὸς ληπτέα μέτρα καὶ τὰ σχεδιαζόμενα ὑδροοικονομικὰ ἔργα.

β) Ἡ κατάρτισις καὶ ὑποβολὴ προτάσεων ἐπὶ τῶν ληπτέων μέτρων καὶ τῶν ἐκτελεστέων ἔργων, συμπεριλαμβανομένης καὶ τῆς τεχνικῆς καὶ οἰκονομικῆς μελέτης αὐτῶν.

γ) Ἡ ἐκτίμησις τῶν ὑποβαλλομένων σχεδίων, τόσον ὡς πρὸς τὴν ἀποτελεσματικότητά καὶ τὴν σκοπιμότητά αὐτῶν ὅσον καὶ ἀπὸ ἀπόψεως τεχνικῆς καὶ οἰκονομικῆς καὶ ἡ ἐπὶ τῆς ἐκτελέσεως αὐτῶν συνεννόησις.

δ) Ὁ ἐλεγχος καὶ ἡ παραλαβὴ τῶν κοινῶν ἔργων.

ε) Ἡ διενέργεια ἀναγνωρίσεως καὶ μελέτης τῶν τόπων.

στ) Ἡ ὀργάνωσις ἀνταλλαγῆς πειραμάτων ἐπὶ θεμάτων ὑδροοικονομίας καὶ ἐπὶ τῶν ὑδρομετεωρολογικῶν δεδομένων.

ζ) Ἡ ὑποβολὴ προτάσεων ἐν ὧσι φιλικοῦ διακανονισμοῦ τῶν διαφορῶν.

Ἡ Μόνιμος Ἐπιτροπὴ ὑποβάλλει εἰς τὰς δύο Κυβερνήσεις προτάσεις περὶ παντὸς θέματος ὑπαγομένου εἰς τὰς ὡς ἄνω ἀρμοδιότητας αὐτῆς.

Αἱ δύο Κυβερνήσεις ἐπιφυλάσσουσιν ἑαυταῖς τὸ δικαίωμα ὅπως ἐπιλαμβάνωνται ἀπ' εὐθείας ζητημάτων ὑπαγομένων εἰς τὴν ἀρμοδιότητα τῆς Μονίμου Ἐπιτροπῆς.

Ἄρθρον 4.

Ἡ Ἐπιτροπὴ ἀπαρτίζεται ἐκ δέκα μελῶν. Ἐκαστον Κράτος ἀντιπροσωπεύεται ἐν αὐτῇ διὰ πέντε μελῶν. ἅτινα ἀποτελοῦσι τὴν ἀντιπροσωπείαν αὐτοῦ παρὰ τῇ Ἐπιτροπῇ, ὀρίζομένου καὶ ἐνὸς ἀναπληρωτοῦ δι' ἕκαστον μέλος. Ἐκαστον Συμβαλλόμενον Κράτος δύναται ὁμοίως νὰ διορίσῃ ἐμπειρογνώμονας οἱ ὅποιοι μετέχουσι τῶν ἐργασιῶν τῆς Ἐπιτροπῆς.

Ἐν περιπτώσει ἀνάγκης, ἡ Μόνιμος Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ σχηματίσῃ ὑποἐπιτροπὰς ἀπαρτιζομένας ἐξ ἀναπληρωματικῶν μελῶν αὐτῆς ἢ ἐμπειρογνομένων.

Ἄρθρον 5.

Ἡ Ἐπιτροπὴ συνέρχεται εἰς τακτικὰς συνόδους ἀπαξ κατ' ἔτος. Οἱ πρόεδροι τῶν ἀντιπροσωπειῶν δύνανται, κοινῇ ἀποφάσει, νὰ συγκαλῶσιν ἐκτάκτους συνόδους.

Αἱ σύνοδοι συγκαλοῦνται ἐναλλάξ ἐν Θεσσαλονίκῃ καὶ ἐν Σκοπίοις ἢ ἀλλαγῶν, κατόπιν προηγουμένης συνεννοήσεως μεταξὺ τῶν δύο Κυβερνήσεων.

Ἡ σύνοδος συγκαλεῖται ὑπὸ τοῦ Προέδρου τῆς Ἀντιπροσωπείας τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου συνέρχεται ἡ Ἐπιτροπὴ, ἐν συνεννοήσει μετὰ τοῦ Προέδρου τῆς Ἀντιπροσωπείας τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Κράτους.

Ἄρθρον 6.

Ἡ ἡμερησία διάταξις τῶν συνόδων τῆς Μονίμου Ἐπιτροπῆς ὀρίζεται διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

Ἄρθρον 7.

Τῆς συνεδριάσεως προεδρεύει ὁ Πρόεδρος τῆς Ἀντιπροσωπείας τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους, ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου συγκαλεῖται ἡ σύνοδος.

Ἐπίσημοι γλῶσσαι τῆς Ἐπιτροπῆς εἶναι ἡ Ἑλληνικὴ καὶ ἡ Σερβοκροατικὴ.

Ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται ἐν δεδομένη περιπτώσει νὰ ἀποφασίσῃ τὴν χρησιμοποίησιν ἐτέρας γλώσσης.

Ἄρθρον 8.

Ἡ Ἐπιτροπὴ καταλήγει εἰς συμπέρασμα κατόπιν συμφωνίας τριῶν τοῦλάχιστον μελῶν ἐκάστης Ἀντιπροσωπείας.

Δι' ἐκάστην σύνοδον συντάσσεται πρακτικὸν εἰς διπλοῦν καὶ υπογράφεται ὑπὸ τῶν δύο προέδρων. Τὰ πρακτικὰ ὑποβάλλονται πρὸς ἔγκρισιν εἰς τὰς δύο Κυβερνήσεις. Τὰ συμπεράσματα τῆς Ἐπιτροπῆς καθίστανται ὑποχρεωτικὰ μετὰ τὴν ἔγκρισίν των ὑπὸ τῶν δύο Κυβερνήσεων.

Ἐν περιπτώσει καὶ ἐφ' ὅσον ἡ Ἐπιτροπὴ κρίνει τοῦτο ἀναγκαῖον, ἡ ἐν τῇ Ἐπιτροπῇ Ἀντιπροσωπεία ἐκάστου Συμβαλλομένου Κράτους, ἐν ἀναμονῇ τῆς ἀποφάσεως τῶν δύο Κυβερνήσεων συνιστᾷ εἰς τὰς ἀρμοδίας τοπικὰς ἀρχὰς ὅπως προβῶσιν, ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν εὐθυνῶν καὶ τῆς ἀρμοδιότητός των, εἰς τὰς ἀναγκαίας ἐργασίας πρὸς παρεμπόδισιν ἐνδεχομένων ζημιῶν.

Τὰ πρακτικὰ, ὡς καὶ πάντα τὰ ὑπὸ τῆς Μονίμου Ἐπιτροπῆς ὑπογραφόμενα ἔγγραφα, συντάσσονται εἰς γαλλικὴν ἢ ἀγγλικὴν γλῶσσαν.

Ἄρθρον 9.

Τὰ ζητήματα ἐφ' ὧν δὲν ἤθελεν ἐπιτευχθῇ, ἐν τῇ ἐννοίᾳ τοῦ ἄρθρου 8 τοῦ παρόντος Καταστατικοῦ συμφωνία ἐν τῇ Ἐπιτροπῇ, ὑποβάλλονται εἰς τὰς Κυβερνήσεις τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν, ἵνα ληφθῇ ἐπ' αὐτῶν ἀποφάσεις κοινῇ συμφωνίᾳ.

Ἄρθρον 10.

Ἐκαστον Συμβαλλόμενον Κράτος ἀναλαμβάνει τὰς δαπάνας τῆς Ἀντιπροσωπείας αὐτοῦ ἐκτὸς ἐναντίας συμφωνίας. Αἱ λοιπαὶ δαπάναι τῆς Μονίμου Ἐπιτροπῆς βαρύνουσιν ἐξ ἴσου τὰ δύο Συμβαλλόμενα Κράτη.

Ἄρθρον 11.

Ἡ Ἐπιτροπὴ θὰ συντάξῃ τὸν ἐσωτερικὸν κανονισμὸν αὐτῆς ἐν τῷ πλαισίῳ τοῦ παρόντος καταστατικοῦ.

Ἀθῆναι, 18 Ἰουνίου 1959

Κύριε Ὑπουργέ,

Ὑπογράφων σήμερον τὴν μεταξὺ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας καὶ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος Συμφωνίαν τὴν σχετικὴν μετὰ τὰ ζητήματα τῆς ὑδροοικονομίας, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ φέρω εἰς γνῶσιν τῆς Ὑμετέρας Ἐξουχότητος ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας εἶναι ἐτοίμη νὰ δώσῃ τὰς ἀναγκαίας ὁδηγίας πρὸς τὸ Γιουγκοσλαυικὸν τμήμα τῆς Μονίμου Ἐπιτροπῆς Ὑδροοικονομίας, εὐθὺς ὡς αὕτη συσταθῇ, ὅπως φέρῃ πρὸς μελέτην ἐν τῇ Ἐπιτροπῇ τὸ ζήτημα τῶν ὑδάτων τοῦ Ἀξιού (VARDAR) ἐπὶ τῷ τέλει τῆς ἀναζητήσεως δυνατότητος ὑδροοικονομικῆς συνεργασίας ἐπὶ τοῦ θέματος τούτου.

Ἡ Μόνιμος Ἐπιτροπὴ δύναται, ἐπὶ τῇ εὐκαιρίᾳ ταύτῃ, νὰ μελετήσῃ τὸ πρόβλημα τῆς κατανομῆς τῶν ὑδάτων τοῦ Ἀξιού, ὡς καὶ τὸ ζήτημα τῆς συμμετοχῆς τοῦ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν εἰς τὰ ἔξοδα τῶν ἐκτελουμένων ὑπὸ τοῦ ἐτέρου ἔργων ἐν ὧσι νέων συσσωρεύσεων τῶν ὑδάτων τοῦ Ἀξιού, χρησιμοποιοιθσομένων ὑπὸ τῶν δύο Μερῶν.

Αἱ δύο Κυβερνήσεις θέλουσι μελετήσῃ τὰς ἐπὶ τοῦ θέματος προτάσεις τῆς Μονίμου Ἐπιτροπῆς.

Δεχθῆτε, παρακαλῶ, κύριε Ὑπουργέ, τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ὑφίστης ἐκτιμήσεώς μου.

ΚΟΤΣΑ ΠΟΠΟΒΙΤΣ

Π ρ ὁ ς

τὴν Α. Ε. τὸν κύριον Εὐάγγελον Ἀβέρωφ - Τσιτίσαν

Ὑπουργὸν ἐπὶ τῶν Ἐξωτερικῶν

τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος

Ἀ θ ῆ ν α ι

Ἀθῆναι, 18 Ἰουνίου 1959

Κύριε Ὑπουργέ,

Ἐχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω ὑμῖν τὴν λήψιν τῆς ἐπιστολῆς τῆς Ὑμετέρας Ἐξουχότητος ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν ἐχούσης οὕτω:

«Υπογράφων σήμερα την μεταξύ της Λαϊκής Όμοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γιουγκοσλαβίας και του Βασιλείου της Ελλάδος Συμφωνίαν την σχετικήν με τὰ ζητήματα της υδροοικονομίας, έχω την τιμήν νὰ φέρω εἰς γνώσιν τῆς Ὑμετέρας Ἐξοχότητος ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Ὀμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας εἶναι ἐτοιμή νὰ δώσῃ τὰς ἀναγκαίας ὁδηγίας πρὸς τὸ γιουγκοσλαβικὸν τμήμα τῆς Μονίμου Ἐπιτροπῆς Ὑδροοικονομίας, εὐθὺς ὡς αὐτὴ συσταθῇ, ὅπως φέρῃ πρὸς μελέτην ἐν τῇ Ἐπιτροπῇ τὸ ζήτημα τῶν ὑδάτων τοῦ Ἀξιού (VARDAR) ἐπὶ τῷ τέλει τῆς ἀναζητήσεως δυνατότητος υδροοικονομικῆς συνεργασίας ἐπὶ τοῦ θέματος τούτου.

Ἡ Μόνιμος Ἐπιτροπὴ δύναται, ἐπὶ τῇ εὐκαιρίᾳ ταύτῃ, νὰ μελετήσῃ τὸ πρόβλημα τῆς κατανομῆς τῶν ὑδάτων τοῦ Ἀξιού, ὡς καὶ τὸ ζήτημα τῆς συμμετοχῆς τοῦ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν εἰς τὰ ἔξοδα τῶν ἐκτελουμένων ὑπὸ τοῦ ἐτέρου ἔργων ἐν ὧσι νέων συσσωρεύσεων τῶν ὑδάτων τοῦ Ἀξιού, χρησιμοποιηθησομένων ὑπὸ τῶν δύο Μερῶν.

Αἱ δύο Κυβερνήσεις θέλουσι μελετήσῃ τὰς ἐπὶ τοῦ θέματος προτάσεις τῆς Μονίμου Ἐπιτροπῆς.

Ἐχω τὴν τιμήν νὰ πληροφορήσω τὴν Ὑμετέραν Ἐξοχότητα ὅτι ἔλαβα ὑπὸ σημείωσιν τὴν ὡς ἄνω ἐπιστολήν.

Δεχθῆτε παρακαλῶ, Κύριε Ὑπουργέ, τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ὑφίστης ἐκτιμήσεώς μου.

ΕΥΑΓΓΕΛΟΣ ΑΒΕΡΩΦ—ΤΟΣΙΤΣΑΣ

Π ρ ο ς

τὴν Α. Ε. τὸν κύριον КОСА РОДОВИЧ
Ὑπουργὸν ἐπὶ τῶν Ἐξωτερικῶν

τῆς Λαϊκῆς Ὀμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας
τῆς Γιουγκοσλαβίας.

Ἀ θ ῆ ν α ι

(2)

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ὑπ' ἀριθ. 4015.

Περὶ εἰδικῶν διατάξεων ἀρροφῶν τὰς ἀωνύμους
ἐταιρείας.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 29 Σεπτεμβρίου 1959 σύμφωνον γνώμην τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἀρθροῦ 35 Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἀρθρον 1.

1. Ἐπιτρέπεται κατὰ τὴν σύστασιν ἀωνύμου ἐταιρείας, ἐὰν μεταξὺ τῶν ιδρυτῶν εἶναι τὸ Ἑλληνικὸν Δημόσιον, νομικὸν πρόσωπον δημοσίου δικαίου ἢ ἡ ὑπὸ τοῦ Νομοθετικοῦ Διατάγματος περὶ Ἀωνύμου Ἐταιρείας διὰ τὴν Βιομηχανικὴν Ἀνάπτυξιν τῆς Χώρας προβλεπομένη ἀωνύμος ἐταιρεία, ὅπως ὀρίζεται διὰ διατάξεων τοῦ καταστατικοῦ:

α) Ὁ διορισμὸς παρ' ἐκάστου τῶν ἀνωτέρω προσώπων ὠρισμένου ἀριθμοῦ μελῶν τοῦ διοικητικοῦ συμβουλίου ἢ ἐλεγκτῶν, β) ἡ ἐκλογή ὠρισμένου ἀριθμοῦ μελῶν τοῦ διοικητικοῦ συμβουλίου ὑπὸ τῆς γενικῆς συνελεύσεως, συγχροτουμένης ἄνευ συμμετοχῆς τῶν μετόχων εἰς τοὺς ὁποίους παρεσχέθη τὸ κατὰ τ' ἀνωτέρω δικαίωμα διορισμοῦ, γ) ἡ ἀρκησις τοῦ κατὰ τὰ ἀρθρα 36 ἐπομ. τοῦ Νόμου 2190 τοῦ 1920 τακτικοῦ ἐλέγχου τῆς οἰκονομικῆς διαχειρίσεως καὶ τοῦ ἰσολογισμοῦ ὑπὸ ὀρκωτῶν λογιστῶν, δ) ὡς προϋπόθεσις διὰ τὴν ἔγκυρον ἐνέργειαν ὠρισμένων πράξεων τῆς ἀωνύμου ἐταιρείας ἢ ἄδεια

ἡ ἔγκρισις τοῦ Δημοσίου, ε) προνόμιον ὑπὲρ μετόχων κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 3 τοῦ Νόμου 2190)1920 «περὶ ἀωνύμων ἐταιρειῶν», ὡς ἐτροποποιήθη διὰ τοῦ νόμου 5294)1931, τὸ ὅποιον ν' ἀφορᾷ εἰς τὴν ἀπόληψιν πρὸ τῶν κοινῶν μετοχῶν ὠρισμένου μερίσματος ἄνευ οὐδενὸς περιορισμοῦ ὡς πρὸς τὸ ὕψος αὐτοῦ. στ) ἀνώτατον ὄριον μερίσματος δι' ἐκάστην χρῆσιν τοῦ ὑπολοίπου τῶν καθαρῶν κερδῶν περιεχομένου εἰς τὸ Δημόσιον ἢ τὸ νομικὸν πρόσωπον δημοσίου δικαίου ἢ τὴν ὑπὸ τοῦ Νομοθετικοῦ Διατάγματος περὶ Ἀωνύμου Ἐταιρείας διὰ τὴν Βιομηχανικὴν Ἀνάπτυξιν τῆς Χώρας προβλεπομένη ἀωνύμος ἐταιρεία.

2. Ἐπιτρέπεται, ὅπως ἐν περιπτώσει αὐξήσεως τοῦ ἐταιρικοῦ κεφαλαίου ἀωνύμου ἐταιρείας, ἐφ' ὅσον τῆς αὐξήσεως μετέχει πρόσωπον ἐκ τῶν ἐν παρ. 1 ἀναφερομένων, ὁρισθῶν αἱ ὑπὸ τῆς παρ. 1 προβλεπόμεναι διατάξεις διὰ τροποποιήσεως τοῦ Καταστατικοῦ, τηρουμένων τῶν περὶ ἀπαρτίας καὶ λήψεως ἀποφάσεως διατάξεων τῶν ἀρθρῶν 29 παρ. 3 καὶ 31 παρ. 2 τοῦ Νόμου 2190 τοῦ 1920.

3. Διατάξεις τοῦ καταστατικοῦ ἀφορῶσαι τὴν σύνθεσιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου δύναται: νὰ τροποποιῶνται, τηρουμένων τῶν περὶ τροποποιήσεως τοῦ καταστατικοῦ διατάξεων τῆς ἀωνύμου ἐταιρείας, μόνον κατόπιν συναινέσεως τοῦ μετόχου ὑπὲρ τοῦ ὁποίου ἐθεσπίσθησαν εἰδικαὶ διατάξεις διὰ τὸν διορισμὸν μελῶν εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον.

Ἀρθρον 2.

1. Ὁ κατὰ τὸ ἀρθρον 1 διορισμὸς μελῶν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου γίνεται ὑπὸ μὲν τοῦ Δημοσίου δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ Συντονισμοῦ ὑπὸ δὲ τῶν νομικῶν προσώπων δημοσίου δικαίου καὶ τῆς ὑπὸ τοῦ Νομοθετικοῦ Διατάγματος περὶ Ἀωνύμου Ἐταιρείας διὰ τὴν Βιομηχανικὴν Ἀνάπτυξιν τῆς Χώρας δι' ἀποφάσεως τῶν νομίμως ἐκπροσωπούντων αὐτὰ ὀργάνων, δύναται δὲ ν' ἀνακληθῇ ὁποτεδήποτε κατὰ τὸν αὐτὸν τρόπον. Ἡ ἄδεια ἢ ἔγκρισις κατὰ τὴν παρ. 1, ἐδάφ. δ' τοῦ ἀρθροῦ 1 τοῦ Δημοσίου διὰ τὴν ἐνέργειαν ὠρισμένων πράξεων παρέχεται κατὰ πᾶσαν περίπτωσιν δι' ἀποφάσεως τοῦ αὐτοῦ ὑπουργοῦ.

2. Ἡ κατὰ τὴν παρ. 1 ἀπόφασις περὶ διορισμοῦ ἢ ἀνακλήσεως μελῶν τοῦ διοικητικοῦ συμβουλίου ἀνακοινοῦται εἰς τὸ Ὑπουργεῖον Ἐμπορίου καὶ δημοσιεύεται εἰς τὸ Δελτίον Ἀωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης.

3. Ἐὰν ἐξ οἰουδήποτε λόγου δὲν διορισθῶν ὑπὸ τῶν ἐν παρ. 1 προσώπων τὰ κατὰ τὸ ἀρθρον 1 μέλη τοῦ διοικητικοῦ συμβουλίου, τὸ συμβούλιον συγχροτεῖται νομίμως ἐκ τῶν ὑπολοίπων μελῶν ἐφ' ὅσον εὐρίσκεται ἐν ἀπαρτίᾳ.

Ἀρθρον 3.

Ἡ κατὰ τὸ ἀρθρον 1 συγχροτουμένη ἄνευ συμμετοχῆς τοῦ Δημοσίου, τοῦ νομικοῦ προσώπου δημοσίου δικαίου ἢ τῆς ὑπὸ τοῦ Νομοθετικοῦ Διατάγματος περὶ Ἀωνύμου Ἐταιρείας διὰ τὴν βιομηχανικὴν ἀνάπτυξιν τῆς Χώρας προβλεπομένης ἀωνύμου ἐταιρείας γενικὴ συνέλευσις συνέρχεται, συνεδριάζει καὶ λαμβάνει ἀποφάσεις κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ Καταστατικοῦ, διὰ τὸν ὑπολογισμὸν δὲ τῆς ἀπαρτίας δὲν λαμβάνονται ὑπ' ὄψιν αἱ ἀνήκουσαι εἰς τὰ ὡς ἄνω πρόσωπα μετοχαί.

Ἀρθρον 4.

1. Ἐὰν παύσῃ νὰ εἶναι μέτοχος ἀωνύμου ἐταιρείας τὸ Δημόσιον ἢ τὸ νομικὸν πρόσωπον δημοσίου δικαίου ἢ ἡ ὑπὸ τοῦ Νομοθετικοῦ Διατάγματος περὶ Ἀωνύμου Ἐταιρείας διὰ τὴν βιομηχανικὴν ἀνάπτυξιν τῆς χώρας προβλεπομένη ἀωνύμος ἐταιρεία, βεβαιοῦται τοῦτο διὰ πράξεως τοῦ Ὑπουργοῦ Συντονισμοῦ ἢ τῶν νομίμως ἐκπροσωπούντων τὸ νομικὸν πρόσωπον δημοσίου δικαίου ἢ τὴν ὡς ἄνω ἐταιρείαν ὀργάνων, δημοσιευομένης εἰς τὸ Δελτίον Ἀωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως δὲ ταύτης πᾶν νὰ ἔχῃ ἰσχὺν ἢ ὑπὸ στοιχείων

(α) τοῦ ἄρθρου 1 διατάξεις τοῦ Καταστατικοῦ ὡς πρὸς τὸν μέτοχον τοῦτον, ἔκτοτε δὲ τὰ ὑπ' αὐτοῦ διορισθέντα μέλη τοῦ διοικητικοῦ συμβουλίου θεωροῦνται ἀνακληθέντα. Αἱ οὕτω κενούμεναι θέσεις συμβούλων, ἐφ' ὅσον ἀπομένουν εἰσέτι μέτοχοι ἔχοντες τὸ κατὰ τὸ ἄρθρον 1 παράγρ. 1 ἐδάφ. α' δικαίωμα, πληροῦνται δι' ἐκλογῆς ὑπὸ τῆς κατὰ τὸ ἄρθρον 1 παράγρ. 1 ἐδάφ. β' συνελεύσεως τῶν μετόχων. Μέχρι τῆς τοιαύτης ἐκλογῆς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον συντίθεται νομίμως ὑπὸ τῶν ὑπολοίπων μελῶν.

2. Ἐὰν παύσουν νὰ εἶναι μέτοχοι τῆς ἀνωνύμου ἐταιρείας πάντα τὰ ἐν ἄρθρῳ 1 πρόσωπα βεβαιοῦται τοῦτο κατὰ τὰ ἐν παρ. 1 ὀριζόμενα, ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως δὲ τῆς σχετικῆς πράξεως παύουν νὰ ἔχουν ἰσὺν πᾶσα αἰ κατὰ τὸ ἄρθρον 1 διατάξεις, μὴ διγγομένων τῶν δικαιωμάτων ἐξ ἐκδεδομένων προνομιούχων μετοχῶν.

* Ἀρθρον 5.

Ἐν τέλει τῆς παραγράφου 3 τοῦ ἄρθρου 16 τοῦ Νόμου 5076)1931 «περὶ ἀνωνύμων ἐταιρειῶν καὶ τραπεζῶν» προστίθεται ἡ φράσις «ἐκτὸς ἐὰν παρασχεθῇ πρὸς τοῦτο ἡ ἄδεια τῆς Νομισματικῆς Ἐπιτροπῆς».

Ἐν Ἀθήναις τῇ 23 Ὀκτωβρίου 1959.

ΠΑΥΛΟΣ

Α.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Π. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ, Α. ΠΡΩΤΟΠΑΠΑΔΑΚΗΣ, Α. ΜΑΚΡΗΣ, Γ. ΒΟΓΙΑΤΖΗΣ, Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ, Α. ΔΕΡΤΙΑΝΗΣ, Ν. ΜΑΡΤΗΣ, Σ. ΓΚΙΚΑΣ, Κ. ΑΔΑΜΟΠΟΥΛΟΣ, Α. ΣΤΡΑΤΟΣ, Α. ΔΗΜΗΤΡΑΤΟΣ, Κ. ΤΣΑΤΣΟΣ, Ε. ΚΕΦΑΛΟΓΙΑΝΝΗΣ, Α. ΘΑΝΟΠΟΥΛΟΣ, Ι. ΨΑΡΡΕΑΣ, ΤΡ. ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΑΚΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Ὀκτωβρίου 1959.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΚΩΝ. ΚΑΛΛΙΑΣ

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(3)

Περὶ τροποποιήσεως τῆς συνδέσεως τῆς Εἰδικῆς Πολεοδομικῆς Ἐπιτροπῆς.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψιν 1) τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 8 τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ Ν. Δ)τος 690)1948 «περὶ συμπληρώσεως τῶν περὶ σχεδίων πόλεων διατάξεων», 2) τὸ ἀπὸ 12 Αὐγούστου 1948 Β. Δ)γμα «περὶ συστάσεως ἑπταμελοῦς Ἐπιτροπῆς κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ Ν. Δ. 690)1948», ὡς τοῦτο μεταγενεστέρως ἐτροποποιήθη, 3) τὴν ἀπὸ 28 Μαΐου 1958 ἀπόφασιν τοῦ Ὑπουργοῦ Συγκοινωνιῶν καὶ Δημοσίων Ἔργων «περὶ ἐξουσιοδότησεως τοῦ Ὑπουργοῦ Οἰκισμοῦ δι' ἄσκησιν ἀρμολογιῶν» καὶ ἰδόντες τὴν ὑπ' ἀριθ. 329)1959 σύμφωνον γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου Ἐπικρατείας, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τοῦ Οἰκισμοῦ Ὑπουργοῦ, ἀποφασίζομεν καὶ διατάσσομεν:

* Ἀρθρον Μόνον

1. Τὸ ἄρθρον 1 τοῦ ἀπὸ 12 Αὐγούστου 1948 Β. Δ)τος «περὶ συστάσεως ἑπταμελοῦς Ἐπιτροπῆς κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ Ν. Δ. 690)1948» (Φ.Ε.Κ. 209) ὡς τοῦτο διαδοχικῶς ἀντικατεστάθη διὰ τοῦ ἀπὸ 30 Νοεμβρίου 1949 Β. Δ)τος «περὶ τροποποιήσεως τῆς συνδέσεως τῆς Εἰδικῆς Πολεοδο-

μικῆς Ἐπιτροπῆς» (Φ.Ε.Κ. 347) τοῦ ἀπὸ 10 Μαΐου 1951 Β. Δ)τος «περὶ ἀντικατεστάσεως τοῦ μόνου ἄρθρου τοῦ ἀπὸ 30 Νοεμβρίου 1949 Δ)τος κλπ.» (Φ.Ε.Κ. 137) καὶ τοῦ ἀπὸ 24 Νοεμβρίου 1953 Β. Δ)τος «περὶ τροποποιήσεως τῆς συνδέσεως τῆς Εἰδικῆς Πολεοδομικῆς Ἐπιτροπῆς» (Φ.Ε.Κ. 343), ἀντικαθίσταται ὡς ἐξῆς:

1. Ἡ Εἰδικὴ Πολεοδομικὴ Ἐπιτροπὴ περὶ τῆς τὸ ἄρθρον 1 παράγρ. 8 τοῦ Ν. Δ. 690)48, συντίθεται ἐκ τοῦ Προϊστάμενου Οἰκισμοῦ ὡς Πρόεδρου, ἐκ τῶν Προϊσταμένων τῶν διευθύνσεων α) Πολεοδομίας, β) Πολεοδομικῶν Μελετῶν, γ) Μελετῶν Οἰκιστικῶν Ἔργων, δ) Ἀρχιτεκτονικῶν Μελετῶν, ε) Κατασκευῶν καὶ ἐκ τοῦ Ἐπιθεωρητοῦ Πολεοδομίας Ἀττικῆς.

2. Τὰ μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς ἀπόντα ἢ κωλύμενα ἀναπληροῦνται ὑπὸ τῶν νομίμων ἀναπληρωτῶν αὐτῶν ἐν τῇ ὑπηρεσίᾳ ἐκάστου.

3. Τὸν Πρόεδρον τῆς Ἐπιτροπῆς ἀπόντα ἢ κωλύμενον ἀναπληροῖ ἐν τῇ Προεδρείᾳ τῆς Ἐπιτροπῆς, ὁ Διευθυντὴς Πολεοδομίας.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τοῦ Οἰκισμοῦ Ὑπουργοῦ, ἀνατίθεται τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν τῇ Ἑλλ. Β. Προεδρείᾳ Βιέννης τῇ 9 Ὀκτωβρίου 1959

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΕΜΜ. ΚΕΦΑΛΟΓΙΑΝΝΗΣ

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

(4)

Περὶ ἰδρύσεως Ὑποκαταστήματος τῆς Ἑθνικῆς Τραπεζῆς τῆς Ἑλλάδος ἐν Βαρδαρίῳ Θεσσαλονίκης.

ΝΟΜΙΣΜΑΤΙΚΗ ΕΠΙΤΡΟΠΗ

Ἡ Ἑθνικὴ Τράπεζα τῆς Ἑλλάδος γνωρίζει ὅτι εἰς τὴν περιοχὴν Βαρδαρίου Θεσσαλονίκης εἶναι ἐγκατεστημένα ἄ-ξιόλογοι ἐμπορικαὶ καὶ βιομηχανικαὶ Ἐπιχειρήσεις, ὡς καὶ τὸ σύνολον σχεδὸν τῶν Βιοτεχνιῶν τῆς Μακεδονικῆς Πρωτεύουσας, αἵτινες παρουσιάζουσι ζωηρὰν κίνησιν διαρκῶς ἀναπτυσσομένην.

Κατόπιν διαπιστώσεως τῆς ἀνάγκης ὅπως ἀποσυμφορηθῇ ἢ εἰς τὰ Καταστήματά της τοῦ Κέντρου τῆς Πόλεως συγκεντρωθεῖσα κίνησις καὶ παρασχεθῇ ἄμεσος ἐξυπηρέτησις εἰς τὴν ζωτικῆς σημασίας καὶ μὲ σοβαρὰν ἐμποροβιομηχανικὴν δραστηριότητα ὡς ἀνω περιοχὴν καὶ τοὺς περὶ αὐτὴν ἀστικούς συνοικισμούς, κατόπιν σχετικῆς αἰτήσεως καὶ τῶν ἐν λόγῳ ἐπιχειρήσεων, ἡ Ε.Τ.Ε. προήλθεν εἰς τὴν ἀπόφασιν πρὸς ἐγκατάστασιν Ὑποκαταστήματός της ἐν Βαρδαρίῳ καὶ ζητεῖ τὴν πρὸς τοῦτο ἄδειαν τῆς Νομισματικῆς Ἐπιτροπῆς συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 2 τοῦ Α.Ν. 1665)1951 περὶ λειτουργίας καὶ Ἑλέγχου Τραπεζῶν.

Ἡ Γενικὴ Ἐπιθεώρησις Τραπεζῶν τῆς Ν.Ε. εἰσηγείται τὴν παροχὴν τῆς αἰτουμένης ἐγκρίσεως.

Ἡ Νομισματικὴ Ἐπιτροπὴ, λαβοῦσα ὑπ' ὄψιν τ' ἀνωτέρω ἀποφάσεις ὅπως ἐγκρίνη, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 2 τοῦ Α.Ν. 1665)1951, τὴν ἰδρυσιν Ὑποκαταστήματος τῆς Ἑθνικῆς Τραπεζῆς τῆς Ἑλλάδος ἐν Βαρδαρίῳ Θεσσαλονίκης.

Ἡ παρούσα ἀπόφασις δέον νὰ δημοσιευθῇ εἰς τὴν Ἑφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, Τεύχος Α', συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 12 τοῦ Α.Ν. 1665)1951.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 27 Ὀκτωβρίου 1959

Μετὰ πλειστάτης τιμῆς

Ὁ Προϊστάμενος τῆς Γραμματείας τῆς Ν.Ε.

ΑΛ. ΡΗΜΑΚΗΣ

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Από 1 Ιανουαρίου 1957 ή έτησίω συνδρομή της Έφημερίδος της Κυβερνήσεως, ή των τμηματικώς πωλουμένων φύλλων αυτής και τα τέλη δημοσιεύσεως εν τῇ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης καὶ τῷ Παραρτήματι τῆς Έφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καθωρίσθησαν ὡς κάτωθι:

Α. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ τεύχος Α'.....	Δρχ. 40.
2. » » » Β'.....	» 250
3. » » » Γ'.....	» 200
4. » » Παράρτημα.....	» 20.
5. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν.....	» 500
6. » » τεύχος πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κλπ.....	» 300
7. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας.....	» 20
8. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία.....	» 200

Οἱ Δήμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσιν τὰ ἑμὲν τῶν ἑνωτέρω συνδρομῶν.

Υπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

1. Διὰ τὸ τεύχος Α'.....	Δρχ. 20.—
2. » » » Β'.....	» 12,50
3. » » » Γ'.....	» 10.—
4. » » Παράρτημα.....	» 10.—
5. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν.....	» 25.—
6. » » τεύχος πράξεις Νομικῶν Προσώπων Διαιτητικῶν Κ.Α.Π.Ε.....	» 15.—
7. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας.....	» 10.—
8. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη.....	» 100.—

Β. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἐκαστος φύλλον μέχρις ὀκτὼ σελίδων τιμᾶται δραχ. 2, ἀπὸ 9 σελίδων καὶ ὡς ἄνω, ἂν ᾖ ἐξιδίκευον περιπτώσεων δραχ. 5.

Γ. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

I. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης:

A' Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν.	
1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων.....	Δρχ. 200
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν.....	» 5.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν.....	» 1.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰ συνέλευσεις ὡς καὶ τῶν κατὰ τὸ άρθρον 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων.....	» 500
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν, κατὰ τὸ Ε.Δ.20/5/1939.....	» 100
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν.....	» 2.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν.....	» 500
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν.....	» 300
9. Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παραχρῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιοριστικῶν στοιχείων.....	» 2.000

10. Τῶν περὶ παραχρῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσωπεύσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν.....	» 1.000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεων Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν.....	» 5.000

B' Δημοσιεύματα Ἑταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης

1. Τῶν Καταστατικῶν.....	Δρχ. 500
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν Καταστατικῶν.....	» 200
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων.....	» 100
4. Τῶν ἰσολογισμῶν.....	» 500
5. Τῶν ἐκθέσεων κτιρήσεως περιουσιακῶν στοιχείων.....	» 500

II. Εἰς τὸ Παράρτημα:

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων.....	» 200
2. Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως λαματικῶν ὑδάτων.....	» 500

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν γένει ὥρισθη εἰς 5 ο/α.

Δ. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία ἐναντι ἀποδεικτικοῦ ἐσπραξέως, ὅπερ μερίμνη τοῦ ἐνδιαφερομένου ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύναται ν' ἀποστέλλονται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἐνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μετὰ εἰς τὸ ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία, ἅπαντα ἀποδίδουσι τοῦτο εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὀριζόμενα διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 192378/3639 τοῦ ἔτους 1947 (ΡΟΝΕΟ 185) ἐγκυκλίου διαταγῆς τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Δημοσίου Λογιστικοῦ. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστέλλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸν.

Ο ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ
ΕΘΝ. ΧΡ. ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ